

# Constipation chronique

Tribune – Tribune libre – Ndimby A. – 19/11/09

Quoi que dise qui que ce soit, je constate avec regret, mais aussi avec amusement et sans étonnement, que le fameux Gouvernement de transition issu des Accords d'Addis-Abeba n'est toujours pas sur les rails, deux semaines après la fin de la réunion dans la capitale Ethiope. Autrement dit, dès que l'ombre du Président Chissano s'éloigne, les politiciens malgaches se retrouvent entre eux, en proie à leurs vieux et peu glorieux démons. Chaque jour qui passe depuis le début de la crise semble démontrer que les hommes politiques de Madagascar ont impérativement besoin des Africains et des *Vazaha* pour pouvoir s'entendre entre eux : Addis-Abeba 2 n'était donc peut-être pas la dernière de la série des rencontres sous l'égide du Groupe international de contact (GIC). Car pour boucler la boucle, il faudrait envisager de regrouper encore une fois la bande des quatre, pour avoir la liste complète du Gouvernement. Puis une autre fois pour les membres du Congrès. Puis encore une fois pour le Conseil supérieur de la transition. Et pour la Haute cour de la transition. Etc.

À qui est la faute de ce blocage ? Même si l'ambiance post-Addis-Abeba appelle à la retenue et à la conciliation, force est de regretter un comportement plus que dilatoire de Andry Rajoelina et de son équipe dans l'application des divers accords signés.

**Primo**, ils veulent remettre en cause le partage entre les mouvances des ministères de souveraineté nationale, alors que ce principe était pourtant déjà acquis en Ethiopie. D'ailleurs, je m'y attendais, et j'avais averti depuis plus d'un mois et à plusieurs reprises que ces postes seraient les principaux écueils pour le vrai retour à la sérénité. C'est la raison pour laquelle, contrairement à beaucoup, je n'ai jamais manifesté d'enthousiasme délirant après les décisions prises à Maputo, Antananarivo ou même Addis-Abeba. La sortie de crise sera toujours lointaine, tant qu'on n'aura pas un accord sur ces postes hautement stratégiques, car ils donnent accès à l'argent (finances), à la mainmise sur les élections (intérieur), à la notoriété internationale (affaires étrangères), aux poursuites judiciaires en cours ou à venir (justice) ainsi qu'aux forces de sécurité (armée et police).

**Secundo**, il est manifeste que le Président de la transition (PT) et son entourage mettent une extrême mauvaise volonté à prendre certaines décisions découlant pourtant logiquement des Accords d'Addis-Abeba. Cela va des avantages logistiques liés à la fonction des co-présidents de la Transition (bureaux, véhicules etc.), à la libération des prisonniers politiques (à commencer par le député Raharinaivo). Qu'on ne nous dise pas que la Transition manque de véhicules, quand on voit toutes ces voitures mises à disposition des membres et des vassaux de la Haute autorité de la Transition (HAT), grâce au parc automobile constitué pour le Sommet de l'Union africaine. Et qu'on ne nous dise pas non plus qu'il faut respecter les procédures judiciaires avant de libérer Raharinaivo, car ce serait oublier trop vite la libération hâtive de ces prisonniers se disant politiques, mais condamnés pour des dossiers de droit commun. En fait, le PT ne veut pas donner trop d'espace et d'envergure aux co-présidents, sous peine de voir la sienne diminuer. Car si MM. Rakotovahiny et Rakoto-Andrianirina font valoir légitimement qu'en tant que co-présidents, ils ont les mêmes droits protocolaires que Andry Rajoelina ; ce dernier se plaira à chaque fois à rappeler à ses deux collègues du Conseil présidentiel qu'ils sont à l'étage au-dessous, car le texte d'Addis-Abeba lui accorde la fonction de Chef de l'État. Pauvre Etat...

**Tertio**, alors que le sens même des réunions de Maputo et d'Addis-Abeba était basé sur la volonté de trouver une solution politique à une crise politique, certains officiers sont remontés au créneau en début de semaine pour exiger que la mouvance Rajoelina rafle les ministères de souveraineté. Dans un État démocratique, autrement dit où la Constitution et les élections sont reines, le pouvoir militaire se subordonne au contrôle des civils. Quant aux militaires, ils restent à la caserne et se mettent au garde-à-vous, tout en fermant leur clapet pour mériter l'appellation de la Grande muette. Car quand celle-ci commence à l'ouvrir à tort et à travers pour donner ses instructions, avertissements et conditions à la classe politique, c'est que quelque chose ne tourne plus rond. Soyons un instant sérieux : comment accorder de la crédibilité à des officiers qui affirment ne pas entrer dans le jeu politique, mais qui sont utilisés par un politicien pour stabiliser son assise vacillante, après avoir été utilisés par le même politicien pour faire basculer un mouvement de contestation en sa faveur ? Cette question s'adresse en particulier aux aveugles et naïfs qui refusent d'admettre qu'il y a eu un coup d'Etat appuyé par une action des militaires, donc putsch militaro-civil.

Nous ne sommes donc pas encore entrés dans la phase de sortie de crise. Comme nous l'écrivions il y a quelques semaines, la porte n'est pas la route : avoir signé un Accord est un premier pas important, mais

insuffisant. Attendons donc la présentation du Gouvernement avant de sabler le champagne, qui selon toute probabilités restera encore un peu de temps au frais.

Le PT exige les ministères de souveraineté ainsi que ceux qui lui permettront de maintenir ses amis fidèles, dont les postes des télécommunications et la communication. Une fois encore, il ne s'agit que de *ady-seza*, ce qui démontre une fois encore que ce fameux Intérêt supérieur de la nation dont tous les politiciens se prévalent, n'existe que dans leur imagination. On l'a d'ailleurs déjà vu avec les tentatives désespérées de Monja Roindefo pour s'accrocher à Mahazoarivo, sous couvert de juridisme mal placé chez un Premier ministre insurrectionnel. Pour revenir au point où nous sommes actuellement, on se demande d'ailleurs à quoi servait ce cinéma à Addis-Abeba, car au final, les signatures des quatre leaders politiques ne valent que leur pesant de poil à gratter. Et il est maintenant évident que certains des signataires ont apposé leur paraphe, plus par peur des menaces de plus en plus précises de sanctions européennes, que par conviction de la nécessité de mettre fin à cette crise.

## Raisons souterraines

Au-delà de la vulgaire bataille pour des sièges qui traduisent les luttes d'influence à la veille des élections, il semble qu'a priori, deux phénomènes sont les principaux obstacles à une véritable sortie de crise..

Le premier est ce qu'un analyste politique malgache, mais travaillant pour la communauté internationale, appelle « la théorie de la courbe en J ». Selon lui, les personnes qui vont à une table de négociations ne pourront rechercher sincèrement une vraie solution s'ils ne sont pas intimement convaincus qu'ils sont au creux de la courbe. Par contre, tant qu'ils penseront avoir encore de la marge pour négocier, ils continueront à tirer sur la corde pour marchander. La crise continuera à s'enliser, et le pays à s'enfoncer. Question : que faut-il encore à Andry Rajoelina pour se rendre compte que le pays est déjà au fond du gouffre ? Plus d'entreprises qui ferment ? Plus de chômeurs ? Le retrait définitif de l'AGOA ? Une guerre civile ? Ou, comme le suggérerait le poète Sedera Ravalison, 20 ans de plus ?

Le second point est une interrogation sur les suspicions de gros bras motivés financièrement pour appuyer le coup d'Etat. Si la solution tarde tant à se dessiner, c'est sans doute parce que des personnes dans les coulisses du pouvoir hâtif font blocage de tout leur poids pour s'y opposer.

Question 1 : existe-t-il des intérêts financiers individuels qui font que des gens n'ont pas envie de quitter trop tôt le pouvoir de Transition ?

Question 2 : comme chez les commerçants *karana*, le produit (ou service) déjà vendu n'est ni repris ni échangé. Des voyous qui ont reçu de l'argent pour mettre la force de leurs bras ou de leurs armes au service de ceux qui ont organisé le renversement du Président Ravalomanana, se sentent-ils obligés de verser dans le jusqu'au-boutisme pour ne pas avoir à rendre les avances perçues, ou pire, rendre des comptes à la justice ? Car il semblerait que l'Europe souhaite des enquêtes sur les exactions commises sur les civils. On ne saurait trop suggérer au PT de s'engager à ce que lumière soit faite sur toutes les exactions de cette crise, et non se complaire de façon autiste juste sur la date du 7 février 2009.

Encore une fois, la communauté internationale doit rester vigilante, et se dire elle aussi qu'on a ouvert la porte, mais qu'on n'est pas encore au bout du chemin. L'expérience montre qu'Andry Rajoelina et son entourage deviennent raisonnables uniquement sous la menace de l'application de sanctions financières et de gel de l'aide internationale. Si la France s'est très rapidement empressée d'annoncer que pour elle le temps était revenu au beau fixe et que son aide allait reprendre (rien d'étonnant, même si le Gouvernement de transition était encore *any an-kibon'ny omby...*), il serait souhaitable que les véritables pourvoyeurs d'aide budgétaire (Union européenne, Banque mondiale, BAD) attendent d'y voir plus clair sur la formation et surtout le fonctionnement du Gouvernement, avant de rouvrir les robinets. Car dans ce contexte, le déblocage trop rapide et suivant un mauvais *timing* de l'aide risque d'encourager certains à se complaire dans leur constipation mentale volontaire et affligeante.